



La Commune



Bas les pattes devant Yasser Arafat !

Palestine

Après la démission du premier ministre palestinien, Abbou Abbas, le 6 septembre, le jeudi 11, le cabinet de sécurité israélien a adopté "le principe" de l'expulsion d'Arafat. Plus grave encore, le communiqué précise : *"Israël s'emploiera à se débarrasser de cet obstacle d'une façon et à un moment qui seront décidés par la suite"*. Ehud Olmert, vice-premier ministre, a assuré que tuer Arafat est *"l'une des options possibles"*, il est soutenu par le ministre de la défense, Shaul Mofaz, partisan de la liquidation physique.

En l'espace de quelques mois, l'initiative de G. W. Bush et de ses satellites (onusiens et autres) prétendant définir l'espace et les droits dévolus au peuple palestinien, s'est réduite comme peau de chagrin. Rappelons que cette initiative appelée "feuille de route" avait la prétention d'imposer au peuple palestinien un bantoustan de quelques milliers de km² pour 2005, avec une liberté d'action encore plus réduite que ce que prévoyaient les Accords d'Oslo de 1993. A cela plusieurs raisons : la crise gouvernementale de l'Autorité palestinienne, en premier lieu. En effet, Yasser Arafat, non seulement dispose d'une marge de manoeuvre de plus en plus réduite, à la fois parce qu'il est claquemuré dans la Moukata'a, sa résidence à Ramallah à portée de canons sionistes qui peuvent à tout moment se rapprocher de sa tête comme au printemps 2002, mais est contraint encore de se heurter au refus du parlement palestinien d'investir les ministres choisis.

Ainsi, le Premier ministre Abou Abbas a rendu son tablier devant l'incapacité totale d'obtenir la soumission des dix-sept factions et groupes politiques palestiniens, tout en déplorant par ailleurs le mépris affiché par les sionistes devant son "gouvernement". Les provocations sionistes, principalement matérialisées par l'édification du Mur de la Honte coupant souvent les villages de Cisjordanie de leurs champs et par les incursions armées semant la mort dans les villes et bourgades palestiniennes, assassinant un par un les dirigeants du Hamas ou du Fatah au prix de nombreuses victimes ayant le malheur de vivre dans les environs, ont contribué pour l'essentiel à radicaliser un peu plus la résistance du peuple palestinien.

Il existe un autre aspect de la crise touchant l'Autorité palestinienne : si Arafat est encore considéré comme un symbole historique du combat du peuple palestinien, son entourage est tenu pour corrompu et sans aucune crédibilité. Cela vaut surtout pour les responsables de la police et de la vie sociale. A force de multiplier les gages à Israël, et sans obtenir de gratitude de la part des sionistes, les chefs de l'Autorité palestinienne se disqualifient davantage aux yeux des larges masses. Les passe-droits multiples pour avoir accès au moindre avantage social achèvent de ruiner leur réputation et précipitent de nombreux citoyens dans les bras du Hamas qui, lui, n'a jamais ménagé sa peine pour faire oeuvre sociale. L'assistance sociale islamique a nourri, jusqu'à ces derniers jours, les plus démunis des Palestiniens, totalement ou partiellement suivant leur degré de misère. Quelle autre force politique influente peut se targuer de l'avoir fait ? Pas celle d'Arafat, en tout cas. C'est pourquoi la décision prise ces derniers jours (début septembre) de suspendre les activités sociales du Hamas ne fera qu'exaspérer un peu plus les milliers d'indigents ainsi directement sanctionnés et alimentera le désespoir de ces familles. A ce double aspect de la crise de l'Autorité palestinienne s'ajoute la logique propre de Sharon : exiger toujours plus de concessions tout en écartant Arafat du jeu politico-diplomatique. En substance, le gouvernement sioniste n'acceptera le nouveau Premier ministre Abu Qoreï que si celui-ci tranche le cordon ombilical qui le lie à Arafat. Sharon vient de décider l'expulsion d'Arafat, bien que cette perspective soit loin de faire l'unanimité dans son gouvernement. En effet, certains ministres invoquent le précédent de son exil à Tunis qui ne l'a nullement empêché de conduire à distance la politique de l'OLP. Mais c'était une autre époque.

Sharon veut éliminer physiquement tous ceux qui refusent une politique conciliatrice qui jette par-dessus bord la défense des intérêts du peuple palestinien. Il s'y emploie avec l'armée, mais il exige que l'Autorité palestinienne devienne une milice antiterroriste éliminant elle-même les indésirables du Hamas ou du Djihad islamique, voire les membres des brigades du Fatah. Pour cette raison, aucun pas en avant des protagonistes de la feuille de route ne peut avoir lieu. Ce n'est pas le peuple palestinien qui s'en plaindra, quand on sait qu'il est le dindon de cette farce, que 400000 colons sont implantés en Cisjordanie et qu'il vit quotidiennement dans sa chair les souffrances infligées par les tenants de ce projet frauduleusement présenté comme une marche forcée vers la paix. Nul ne pourra détourner, quelles que soient les manoeuvres, le peuple palestinien de son exigence de recouvrer son territoire, la Palestine historique, quel que soit le temps qu'il lui faudra pour y parvenir.

Modifié le samedi 25 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Palestine

Israël : chantre de l'apartheid.

La proposition de députés de la Nupes à l'Assemblée Nationale, de qualifier la politique de l'État sioniste comme une politique d'apartheid contre le peuple palestinien, crée de... >>



Israël : un gouvernement dans la tempête qui continue à assassiner les Palestiniens

La coalition anti-Netanyahou connaît des heures difficiles. Cette coalition hétéroclite va de la droite sioniste religieuse à la gauche laïque et "radicale" en passant par un parti arabe... >>



Israël : un sioniste en chasse un autre !

Le dimanche 13 juin 2021, Benyamin Nétanyahou a été contraint de quitter son poste de premier ministre par une coalition hétéroclite allant de la droite extrême à la pseudo gauche... >>



Halte à l'attaque israélienne. Vive la résistance palestinienne



Le conflit actuel a commencé en avril, avec l'offensive israélienne visant à expulser les Palestiniens de Sheik Jarrah, à Jérusalem-Est. Ici, nous abordons l'actualité, la résurgence des... >>



Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaît de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>



Palestine : l'apartheid sioniste en action

Israël officialise en juillet 2018 sa politique d'apartheid. La jeunesse, loin de se soumettre à cette politique, se mobilise malgré une répression sauvage. Alors que l tourmente de la... >>